



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⵔⴷⵓ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵏ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵏ ⵏ ⵉⵔⴷⴰⵏ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

MINISTERE DE L'EQUIPMENT DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Rabat – Salé – Zemmour – Zaër

Appel d'offres n° 03/CSEFRS/2016

**RELATIF A L'EQUIPEMENT DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA
FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

**LOT N° 11-2 : LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MOBILIER POUR
LE NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL
MOBILIER STANDARD PHASE 2**



**ATELIER 6 – SNC
A. SALMI & C. KABBAJ
Architectes Associés**

**Tel. : +212 537 65 90 24 / 25
Fax. : +212 537 65 90 23
E-mail : atelier6.deco@gmail.com**

SOMMAIRE

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

ARTICLE 5 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : VALIDITÉ DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

ARTICLE 7 : PRINCIPES ET MODALITÉS

ARTICLE 8 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS – RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 10 : DOMICILE DE L'ENTREPRISE

ARTICLE 11 : RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 12 : LIAISON AVEC L'ADMINISTRATION

ARTICLE 13 : ÉCHANTILLONNAGE

ARTICLE 14 : PROVENANCE DES MATÉRIAUX

ARTICLE 15 : RESILIATION

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

ARTICLE 17 : RÉCEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 18 : RÉCEPTION DÉFINITIVE

ARTICLE 19 : PÉRIODE DE GARANTIE

ARTICLE 20 : TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES - AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

ARTICLE 21 : DOCUMENTS

ARTICLE 22: MALFAÇONS

ARTICLE 23 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

ARTICLE 24: MONTANT ET NATURE DES PRIX

ARTICLE 25: CARACTÈRE DES PRIX

ARTICLE 26: FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 27 : COMPTE PRORATA

ARTICLE 28 : MODE D'EXÉCUTION

ARTICLE 29 : ESSAIS DE MATÉRIAUX ET MATÉRIEL

ARTICLE 30 : ORGANISATION DU CHANTIER – COMMANDE DE MATÉRIEL

ARTICLE 31: SOUS-TRAITANCES

ARTICLE 32 : TAXES

ARTICLE 33 : LITIGES

ARTICLE 34 : TRAVAUX OU FOURNITURES DIVERSES

ARTICLE 35: CONTRÔLE TECHNIQUE DES TRAVAUX

ARTICLE 36 : MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

ARTICLE 37 : DÉFINITION DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

ARTICLE 38 : RETENUE À LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ÉTRANGERS NON RÉSIDENTS AU MAROC

ARTICLE 39 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

ARTICLE 40 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

ARTICLE 41 : AVANCE

CHAPITRE II - CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CHAPITRE III - DESCRIPTIF DES OUVRAGES.

CHAPITRE IV - BORDERAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

ROYAUME DU MAROC
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique,

Appel d'offres n° 03/CSEFRS/2016

**RELATIF A L'EQUIPEMENT DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR
DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

**LOT N° 11-2 : LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MOBILIER POUR
LE NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL
MOBILIER STANDARD PHASE 2**

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique,
représentée représenté par son **Président** désigné ci-après par **l'ADMINISTRATION.**

D'une part,

Et,

....., qualité :

Agissant au nom et pour le compte de la société

Inscrit au registre de commerce de Casablanca sous le n°

Affilié à la C.N.S.S. sous le n°

Titulaire du compte bancaire n°

Ouvert à,,

Et faisant élection de domicile à,

En vertu des pouvoirs qui leurs sont conférés.

Désignés ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offre a pour objet, l'équipement du nouveau siège du conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique à Rabat – **Lot n° 11-2: La fourniture et l'installation du mobilier pour le nouveau siège du conseil - mobilier standard phase 2.**

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Conclu par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique et des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 décret n° 2.12.349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les obligations de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, objet du marché résultent de l'ensemble des documents suivants:

a) PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- 1 - L'acte d'engagement,
- 2 - Le cahier des prescriptions spéciales,
- 3 - Les plans,
- 4 - Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 5- Le cahier des prescriptions communes,
- 6 - Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-T.), applicable aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret n° 2 -99 -1087 du 29 Moharrem 1421 (4 Mai 2000) et modifié par le Décret n° 2-05-1433 du 28 décembre 2005 ;

En cas de contradiction entre ces documents les prescriptions du document portant le numéro le moins élevé primeront.

b) DOCUMENTS GENERAUX.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi n°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir n° 1-14-111 du 16 rejeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- Le décret 2-99-1087 du 04 Mai 2000 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-03-703 des 18 ramadans 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.,
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics,

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.
- Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

c) TEXTES SPECIAUX.

- Le Devis Général d'Architecture (Edition 1956) du Royaume du Maroc ;
- Arrêté n° 350.67 du Ministère de l'Équipement du 15 Juillet 1967 ainsi qu'aux règles techniques PNM 711.005 annexées à l'arrêté n° 350/67 ;
- Le Dahir n° 170-157 du 26 Joumada I 1390 (30 Juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux de bâtiment ;
- La Circulaire n° 6001 T.P. du 07 Août 1958 relative aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;
- L'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes Françaises et les prescriptions Techniques provisoires ayant valeur de Cahier de Charge D.T.U.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

NOTA : L'entrepreneur devra s'il ne possède pas ces brochures se les procurer au Ministère de l'Équipement et des Transports ou à l'Imprimerie Officielle.

Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 4 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

L'entrepreneur attributaire déclare :

- Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter au cours des travaux pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.
- Avoir pris pleine connaissance de l'importance des travaux.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestation.
- Avoir fait tous calculs et tous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présentée par lui et de nature à donner lieu à discussion.

L'Administration se réserve le droit d'apporter les modifications qu'elle juge utile aux plans du projet, ces modifications seront traitées au même titre que le reste des travaux sur la base du bordereau des prix, sans que cela donne lieu à une quelconque plus-value.

ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.

En application de l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, l'entrepreneur déclaré attributaire ne sera libre de renoncer à son offre que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION – PENALITES.

1. VALIDITE DU MARCHE.

- Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente.

2. DELAI D'EXECUTION.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires en moyens humains et matériels adaptés aux conditions de travail pour terminer les travaux du présent marché dans un délai de 45 Jours (45 J) à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service qui aura prescrit de les commencer.

Les retards des fournisseurs de l'entrepreneur ne pourront en aucun cas être opposés à l'Administration en ce qui concerne ces délais.

Afin d'éviter toutes contestations sur la date d'achèvement total des travaux, l'entrepreneur sera tenu d'en aviser l'administration par lettre recommandée, postée dix (10) jours avant la date prévue pour l'achèvement des travaux.

Faute par lui de se conformer à cette dernière prescription, il ne pourra élever aucune réclamation sur la date de constatation par l'administration de la fin des travaux et sur les pénalités qu'il pourrait en courir de ce retard.

3. PENALITES.

A défaut par l'entrepreneur d'avoir terminé les travaux à la date déterminée, il sera appliqué une pénalité de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché augmenté le cas échéant des montants des avenants par jour de calendrier de retard.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Le montant total de ces pénalités sera déduit d'office des décomptes des sommes dues à l'entrepreneur.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable de l'entrepreneur et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 70.

ARTICLE 7 : PRINCIPES ET MODALITES.

Le marché qui sera issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 8 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX.

L'entrepreneur devra soumettre à l'administration, dans la semaine qui suit la notification de l'approbation du marché, le calendrier d'exécution de l'installation de la mobilière phase 2, selon lequel il s'engage à conduire le chantier, comportant tous renseignements et justifications utiles.

Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit dossier, l'administration fera application des mesures prévues à l'article 60 du C.C.A.G–T. même pour les délais partiels portés au planning.

Le planning sera obligatoirement affiché au bureau de chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du groupement d'Architectes, du bureau d'études techniques et de l'administration, l'entrepreneur est tenu de vérifier cette mise à jour.

L'administration se réserve toutefois le droit, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité, de faire exécuter les travaux par tranches successives qui seront définies par ordre de service.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS – RETENUE DE GARANTIE.

Cautionnements provisoire et définitif

En application de l'article 12 du C.C.A.G–T. le cautionnement provisoire à remettre est fixé à **Cinquante mille Dirhams (50.000,00 DHS).**

Il sera restitué à l'entreprise après le dépôt du cautionnement définitif.

Conformément à l'article 15 du C.C.A.G.T, le cautionnement provisoire reste acquis à l'État dans les cas suivants :

- Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai fixé aux articles 33 et 153 du décret n° 2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Si l'attributaire refuse de signer le marché.
- Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai fixé.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché et doit être constitué dans (30 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il sera restitué après la réception définitive des travaux.

Le cautionnement définitif sera arrondi à la dizaine de dirhams supérieure.

Retenue de garantie

Le paiement des acomptes s'effectue au même rythme que celui fixé pour l'établissement des décomptes provisoires, sauf retenue **d'un dixième (1/10^{ème})** pour garantie, arrondi au centime supérieur.

La retenue de garantie cesse de croître lorsqu'elle atteint **sept pour cent (7 %)** du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, arrondie au centime supérieur.

La retenue de garantie peut, si l'entrepreneur le demande, être remplacée par une caution bancaire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Cette retenue sera restituée dans les trois mois suivant la réception définitive des travaux.

ARTICLE 10 : DOMICILE DE L'ENTREPRISE.

L'entrepreneur est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage, dans le délai de 15 (quinze) jours à partir de la notification qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables, lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 (quinze) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR.

L'entrepreneur, de part sa signature, reconnaît qu'il est seul responsable de tous accidents ou dommages, matériels ou corporels, du fait direct ou indirect des travaux ou fournitures objet du marché, ou causés par son personnel ou son matériel.

Cette responsabilité s'étend aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'après leur achèvement, pendant la période de responsabilité légale et à la complète décharge de l'administration.

Il devra soumettre à l'approbation de l'administration le programme d'exécution, assorti des plans de sécurité et d'hygiène pour répondre à l'article 30 du C.C.A.G-T, ces plans seront tenus à jours par le titulaire, qui en signalera les modifications à la Maîtrise d'œuvre et à l'Administration.

En conséquence, il est en particulier responsable :

- De la conformité des installations effectuées par lui aux règlements en vigueur et en particulier à ceux concernant la sécurité.
- Du respect de toutes obligations résultant des lois et décrets en vigueur, des règlements de police, de voirie, d'hygiène, de sécurité etc.... dans l'organisation du chantier, de même que des obligations relatives à la législation de la Sécurité Sociale.
- De tous accidents qui pourraient survenir à lui-même, à son personnel, aux agents de l'administration, de la Maîtrise d'œuvre et des agents de contrôle, ou à tous tiers présents sur les lieux des travaux.

- Des études, des fournitures et des travaux faits par lui, il supporterait les dépenses supplémentaires auxquelles la correction de ses erreurs ou de ses omissions pourrait donner lieu, y compris les réfections ou transformations qui seraient imposées à la suite d'une inspection par un organisme agréé, pour mise en conformité des installations avec les règlements en vigueur.
- Des conséquences qu'entraînent la nature de l'eau et la nature des terrains traversés sur la tenue des matériaux employés et la résistance de ces matériaux à la corrosion interne.
- De toute action intentée contre l'administration, y compris les revendications des titulaires de brevets, licences, marques de fabrique ou autres, relatives aux travaux ou fournitures faisant l'objet du marché.
- Des frais de réparation de tous dommages résultant des avaries qu'auraient subies au cours de l'exécution des travaux ou à la suite de ceux-ci, les ouvrages et installations publics ou privés, apparents ou souterrains, que ces ouvrages et installations soient ou non indiqués sur les plans établis par la Maîtrise d'œuvre.

Ces responsabilités ne seront atténuées en rien par les vérifications et les approbations données par l'administration, les Architectes ou le BET sur les dispositions d'ensemble ou de détail, ou sur les plans des travaux ou fournitures à effectuer.

ARTICLE 12 : LIAISON AVEC L'ADMINISTRATION.

Toutes les fois qu'il est requis, l'entrepreneur doit se rendre sur convocation de l'administration dans ses bureaux ou sur le chantier et en particulier pour les réunions de chantier.

Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant adresser à l'administration la liste des personnes qui pourraient agir en son nom et pour son compte, avec leurs fonctions et références, qui assisteront à sa place à ces réunions.

Dans tous les cas, la présence aux réunions d'un responsable habilité à prendre des décisions et les faire appliquer par son entreprise est indispensable, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou arrêtée par manque de pouvoir de décision.

L'entrepreneur est tenu de fournir à l'administration et à sa demande, tous les renseignements intéressant l'exécution et l'avancement des travaux.

ARTICLE 13 : ECHANTILLONNAGE.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre et de l'administration, un échantillon de chaque espèce de matériau ou de fourniture qu'il se propose d'employer, il ne pourra mettre en œuvre des matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par la Maîtrise d'œuvre et par l'administration.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier, prévu à l'article 201 paragraphe 2 du D.G.A et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

ARTICLE 14 : PROVENANCE DES MATERIAUX.

En application de l'article 38 paragraphe 5 du C.C.A.G-T., les matériaux destinés à l'exécution des travaux, ne seront d'origine étrangère, qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine.

ARTICLE 15 : RESILIATION.

Le marché pourra être résilié, en application des dispositions des articles n° 28, 43 à 48, 50, 53, 60, 63 et 70 du C.C.A.G.-T.

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'administration en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la recherche Scientifique ;

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir du 19 Février 2015, est Monsieur le Président du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'Agent Comptable du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre et éventuellement d'enregistrement de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE.

La réception provisoire sera prononcée conformément à l'article 65 du C.C.A.G.-T.

A la fin des travaux, il sera procédé en présence de l'entrepreneur à la réception provisoire du mobilier livré et installé.

La Maîtrise d'œuvre et l'Administration après la visite des ouvrages, jugeront si cette réception peut être prononcée.

Tous les défauts constatés dans la construction au cours de la réception provisoire, seront repris conformément aux règles de l'art et aux frais de l'entrepreneur, sans que pour cela le délai d'exécution soit prolongé.

ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE.

- La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie.
- Après cette réception, l'entrepreneur restera soumis à la responsabilité de droit commun, défini par les lois en vigueur dans le Royaume du Maroc.
- La réception définitive sera prononcée conformément à l'article 68 du C.C.A.G.-T.

ARTICLE 19 : PERIODE DE GARANTIE.

Le mobilier et l'équipement bureau (à l'exception du consommable) objets du présent CPS sont garantis contre tous vices cachés et apparents pendant une durée de 3 ans pour le mobilier.

- Pendant la période de garantie, le fournisseur assurera gratuitement le maintien en bon état du mobilier. A ce titre, il exécutera à la demande du maître d'ouvrage toute réparation, changement de pièces et modification nécessaires. Toute réclamation non satisfaite sera répercutée sur la retenue de garantie.

ARTICLE 20 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.

Des travaux supplémentaires peuvent être prescrits par l'Administration, et ce, dans le respect de l'article 51 du C.C.A.G- T.

Toute augmentation ou diminution dans la masse des travaux du présent marché, sera fait conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 21 : DOCUMENTS.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes, de signaler en temps voulu toutes erreurs matérielles qui auraient pu se glisser dans les plans ou pièces écrites qui lui seraient notifiés.

Aucune côte ne sera prise à l'échelle sur les plans pour l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications des plans et dessins de détails, dans le cas de doute, il se référera immédiatement à la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 22 : MALFAÇONS.

Si les malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 23 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE.

Conformément aux dispositions de l'article 24 du C.C.A.G-T, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-05-1433 du 26 kaada 1426 (28/12/2005) :

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser à l'Administration, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances, pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux se rapportant :

1. Aux véhicules automobiles et engins utilisés sur le chantier, qui doivent être assurés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
2. Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur, qui doivent être couverts par une assurance, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

L'Administration ne peut être tenue pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés de l'entrepreneur ou des sous-traitants.

A ce titre, l'entrepreneur garantira l'Administration contre toute demande de dommages-intérêts et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature relative à ces accidents.

L'entrepreneur est tenu d'informer par écrit l'Administration de tout accident survenu sur son chantier et le consigner sur le cahier de chantier prévu par le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales.

3. A la responsabilité civile incombant :

* A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, notamment, par les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de l'entrepreneur, quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels.

* A l'entrepreneur, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances aux agents de l'Administration, ou de ses représentants, ainsi qu'aux tiers autorisés par l'Administration à accéder aux chantiers, jusqu'à la réception définitive.

* A l'Administration, en raison des dommages causés au tiers sur le chantier et ses dépendances notamment par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents, le contrat d'assurance correspondant à cette responsabilité doit contenir une clause de renonciation de recours contre l'Administration.

* A l'Administration, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance « Accident du travail ».

4. Aux dommages à l'ouvrage, à ce titre doivent être garantis par l'entrepreneur, pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

- a. L'entrepreneur est tenu de renouveler les assurances prévues au paragraphe 1 du présent article, de manière à ce que la période d'exécution des travaux soit constamment couverte par les assurances prévues par le marché.
- b. L'entrepreneur est tenu de présenter au maître d'ouvrage, la justification du renouvellement des assurances prévues ci-dessus.

- c. Aucun ordonnancement ne sera effectué si l'entrepreneur n'a pas respecté les dispositions du paragraphe 1 et 2 du présent article, les attestations de souscription des polices d'assurances doivent être conservées par le maître d'ouvrage.
- d. En outre, l'entrepreneur devra garantir l'Administration contre les conséquences de tout autre dommage ou préjudice causé par lui à l'occasion des travaux à toute personne et/ou à toute propriété.
- e. L'entrepreneur doit informer l'Administration de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances, prévues par le présent article, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 70 ci-après.
- f. Les dispositions du § 1 ci-dessus s'appliquent également aux sous-traitants.

ARTICLE 24 : MONTANT ET NATURE DES PRIX.

Le marché découlant du présent appel d'offres est un marché à prix unitaires.

Les prix du marché qui résultera du présent appel d'offres seront libellés en Dirhams Marocain.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises. Ils tiennent compte de tous frais et faux frais, ainsi que toutes suggestions, impôts et taxes. Ces prix sont unitaires et rémunèrent l'exécution de l'ensemble des prestations auxquelles ils s'appliquent telles que ces dernières sont définies dans le présent CPS.

ARTICLE 25 : CARACTERE DES PRIX.

Les prix seront fermes et non révisables

ARTICLE 26 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT.

L'entrepreneur devra supporter les frais de timbres et s'il y a lieu des frais d'enregistrement des différentes pièces du marché, conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 27 : COMPTE PRORATA.

Le titulaire du présent lot est dispensé de la participation au compte prorata.

ARTICLE 28 : MODE D'EXECUTION.

D'une manière générale les livraisons et l'installation du mobilier seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux dessins et plans visés "bon pour exécution" qui seront notifiés à l'entrepreneur.

Les plans d'architecte restent toujours la base de la construction des ouvrages, tous les dessins annexes devront s'y conformer.

Les dimensions portées aux plans d'exécution et dessins de détail sont celles des travaux ou ouvrages complètement terminés.

ARTICLE 29 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL.

Les frais d'essais des matériaux sont à la charge de l'entreprise.

Les essais seront effectués conformément aux normes marocaines en vigueur, ils seront faits par un laboratoire agréé.

L'entrepreneur devra tenir en permanence sur le chantier, des récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvement pour études, essais ou analyses.

Sont à la charge de l'entreprise toute main d'œuvre nécessaire à ces essais, échafaudage, branchements et toutes sujétions, à la demande de la Maîtrise d'œuvre ou de l'administration.

Les essais complémentaires peuvent être demandés à l'entrepreneur par le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre et sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 30 : ORGANISATION DU CHANTIER – COMMANDE DE MATERIEL.

Dans un délai de huit jours (8) à dater du jour de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra faire agréer par l'administration et la Maîtrise d'œuvre, les dispositions détaillées qu'il compte adopter et le matériel qu'il compte utiliser.

La Maîtrise d'œuvre et l'administration pourront exiger qu'elles soient modifiées ou complétées si elles ne donnent pas satisfaction.

Après approbation des dispositions définitives et après le choix définitif du matériel proposé, l'entrepreneur aura à passer commande ferme de tout matériel qu'elle qu'en soit son origine, le matériel reçu sera livré sur le chantier.

Dans le cas où l'avancement des travaux ne permettrait pas son installation immédiate, le matériel sera entreposé dans un local parfaitement clos et sous la responsabilité de l'entrepreneur.

Il est spécifié que l'agrément du matériel par la Maîtrise d'œuvre et par l'administration, ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur, quant au respect des délais et aux conséquences dommageables que son utilisation pourrait avoir à l'égard des tiers.

Si à un moment quelconque en cours d'exécution, la Maîtrise d'œuvre et l'administration constatent que le programme n'est pas respecté, l'entrepreneur devra dans un délai de huit jours (8) à partir de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service, proposer un nouveau programme permettant de rattraper le retard et respecter le délai contractuel.

Dans le cas où il serait impossible d'établir un nouveau programme respectant le délai contractuel, l'acceptation éventuelle du nouveau programme par la Maîtrise d'œuvre et l'administration, ne modifie en rien le calcul des pénalités stipulées au présent C.P.S.

ARTICLE 31 : SOUS-TRAITANCES.

En application de l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, l'entrepreneur doit notifier l'Administration pour toute sous-traitance d'une ou plusieurs natures d'ouvrages la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

ARTICLE 32 : TAXES.

Tous les prix du présent marché seront établis en tenant compte de toutes les taxes et charges diverses, y compris la taxe sur la valeur ajoutée "T.V.A", justifiée par le Dahir n°1.85.347 du 17 Rabii II 1406 (30 décembre 1985) portant prolongation de la loi n°30.85 relative à la T.V.A. BO n°3818 du 19 Rabii II (1er janvier 1986).

ARTICLE 33 : LITIGES.

Tout litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur est soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 34 : TRAVAUX OU FOURNITURES DIVERSES.

Nonobstant les travaux décrits, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux nécessaires ou fournitures, dans une parfaite finition de fonctionnement de ses ouvrages.

Aucune réclamation ne sera admise pour une omission quelconque, qui pourrait se glisser dans les plans ou pièces écrites concernant le présent projet, qui serait contraire aux règles de l'art et à la volonté de l'administration et de la Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 35 : CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX.

Le contrôle technique des travaux sera assuré par l'Administration, les Architectes, le Bureau d'Etudes Techniques, le bureau de contrôle et le laboratoire conjointement.

L'entrepreneur sera soumis au contrôle technique pour l'ensemble des travaux de son marché.

Pendant toute la durée des travaux, les agents du bureau de contrôle auront libre accès au chantier, et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux et de matériel à mettre en œuvre, ils vérifieront que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans revêtus de leur visa, ils assisteront à la réception des fouilles, de ferrailage, aux réceptions provisoires et définitives.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais, la main-d'œuvre, les échafaudages, les charges, etc..., nécessaires aux essais, prévus soit par le C.P.S soit par le devis général d'architecture.

ARTICLE 36 : MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX.

A chaque réunion de chantier l'entreprise sera tenue de produire et d'afficher un tableau d'avancement hebdomadaire des travaux indiquant les quantités de travaux réalisés.

Ce tableau d'avancement des travaux devra être communiqué la veille de la réunion par fax à la maîtrise d'œuvre, au Bureau d'Etudes Techniques et à l'Administration.

ARTICLE 37 : DEFINITION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE.

La maîtrise d'œuvre est constituée de :

Le décorateur est cabinet M.kabbaj chafiq et Amal salmi

ARTICLE 38: RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des travaux réalisés au Maroc dans le cadre du présent marché.

Cependant, le titulaire peut opter pour une imposition forfaitaire au taux de huit pour cent (8 %) sur le montant hors TVA dans les conditions prévues à l'article 16 du Code général des Impôts.

ARTICLE 39 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° 2-12-349, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de Quinze pour cent (15 %).

En cas de groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et rappelé à l'article 9 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 40 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants les normes nationales et internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail applicables au Royaume du Maroc dont les conventions fondamentales ratifiées dans le cadre de l'Organisation Internationale du travail (OIT) ainsi que les conventions internationales en matière d'environnement.

ARTICLE 41 : AVANCES

Conformément aux dispositions du décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014), il sera octroyé au titulaire du marché une avance dans les conditions fixées par ledit décret sur sa demande et après production d'une attestation de caution personnelle et solidaire du même montant de l'avance délivrée par un établissement financier autorisé pour ce faire par le ministre chargé des finances.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions de ce décret et dans les conditions qui y sont fixées.

La caution personnelle et solidaire doit être constituée par le titulaire dans les conditions qui sont fixées audit décret et doit être déposée auprès du Maître d'Ouvrage dans les 30 jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencement des travaux.

L'ordonnancement du montant de l'avance devra être effectué dans les 15 jours suivant la date de dépôt par le titulaire du marché de la caution personnelle et solidaire.

Le remboursement de l'avance commence dès que le montant des sommes payées au titre du marché atteint 30% du montant initial de celui-ci.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché dans les conditions qui sont fixées audit décret.

Les taux de remboursement de l'avance sont fixés à :

20% du montant des acomptes si le montant du marché initial est inférieur ou égal à dix millions (10 000 000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC).

10% du montant des acomptes si le montant du marché initial est supérieur à dix millions (10 000 000) de dirhams toutes taxes comprises (TTC).

En cas de résiliation du marché quelle qu'en soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire;

En cas de sous traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des travaux sous traités, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire;

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

CHAPITRE II CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet, la construction du nouveau siège du conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique à Rabat

Lot n° : Travaux d'agencement et d'installation du mobilier pour le nouveau siège du Conseil - Mobilier standard Phase 2.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE ET NATURE DES TRAVAUX :

2.1 - Consistance des travaux :

Les travaux consistent en la fourniture, pose, essais et mise en place du mobilier du siège du conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique à Rabat ; conformément au descriptif des ouvrages et au bordereau des prix, et notamment :

Aménagement Mobiliers & Bureaux :

- Rdch / 1er - 2ème - 3ème & 4 étage
- Salles de commission (salle des assemblées)
- Salle des Ressources documentaires

2.2 - Nature des travaux:

Les travaux comprennent :

1. La fourniture, le transport et l'installation du matériel.
2. Le montage de tous les mobiliers et accessoires.
3. Le réglage, les essais, la remise en service et l'entretien pendant toute la durée de garantie.
4. La fourniture des documents d'emploi et d'entretien.

2.3 - Travaux et fournitures faisant partie du présent marché :

- Les études complémentaires d'exécution et les documents justificatifs à ces travaux.
- Les mises en œuvre de l'intégralité des fournitures ainsi que l'exécution des travaux divers.
- Les modifications pour mise en conformité avec les conditions imposées.
- Les mises au point des installations.
- La vérification, le contrôle et les essais des fauteuils.

Tous les trous pour les scellements des fauteuils devront être exécutés selon les normes sans endommagement des gros œuvres.

ARTICLE 3: DOCUMENTS NORMALISES D'EXECUTION - CONDITIONS IMPOSEES.

3.1 - Référence aux textes généraux et obligations particulières :

3.1.1. Référence aux textes généraux

Indépendamment des textes généraux cités au CPS, l'Entrepreneur devra exécuter tous ses travaux ou installations conformément aux normes et règlements en vigueur au Maroc à la date de la remise de son offre, ou à défaut, aux normes et règlements Français, Marocains et Européens notamment.

3.1.2 Obligations particulières :

Les obligations de l'Entrepreneur comportent non seulement l'observation des prescriptions des textes, mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou normes en vigueur à la date de la remise de l'offre et applicable aux travaux du présent marché.

Dans le cas où un point le projet ne serait pas conforme à une publication en vigueur, l'entrepreneur devrait le signaler à Maîtrise d'œuvre avant la remise de son offre. Tous les frais de modification du projet une fois le Marché passé seraient à la seule charge de l'Entrepreneur.

3.2 - Qualité du matériel :

Le matériel sera neuf, d'une qualité correspondant aux spécifications techniques et ne devra présenter aucune altération due au stockage ou à un défaut de fabrication ou de manutention.

3.3 - Essais et Analyse :

Tous les matériaux et appareils sont passibles d'analyse et d'essais par un bureau de contrôle pour la vérification de leur conformité avec les normes et prescriptions techniques du présent marché.

CHAPITRE III DESCRIPTIF DES OUVRAGES

**PRIX N° I-1- BUREAU ET RETOUR -G1 - charge de mission-
Directeur pole- adjoint directeur -(Réf. B1)**

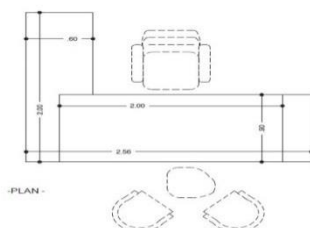
Ce prix rémunère la fourniture et pose
Ensemble bureau composé de:

1 bureau dim L 2000 x P 900 x H 730 mm
épaisseur 30mm.

Piètements panneaux en particule de bois
revêtu de mélamine de la même épaisseur
que le plateau 30 mm.

Un retour vitré et un caisson posé à 3 tiroirs
de l'autre côté du bureau dimension : largeur
2000 profondeur 600 mm hauteur 685 mm1
top access équipé de 2 prises courants +2 RJ
45 + 1USB dimensions hors tout:

Largeur 2560 profondeur 2000 hauteur 740
mm.



Finition en mélaminé : Coloris à définir avec
décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-1

**PRIX N° I-2- Fauteuil de travail - G1 - charge de mission-Directeur pole- adjoint directeur
- (Réf. B2)**

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil de travail :

Structure intérieur en tube d'acier rembourré de mousse

polyuréthane de haute résilience HR injectée sur moule

Base giratoire à 5 branches en aluminium :

Fabriquée en alliage d'aluminium injecté poncé.

Equippée d'un lift central chromé réglable en hauteur.

Cette base peut incorporer des roulettes ou des patins fixes.

Cette base peut être giratoire ou avec mécanisme contact

permanent équipée de blocage en plusieurs positions.



Composition : 90% laine, 10% nylon.

Résistance au feu : AS/NZS 3837, class 2 BS 5852, ig.s. 2-3

EN 1021-1/2 IMO.

Solidité à la lumière : 5-7 (ISO 1-8)

Environnement : UE ecolabel.

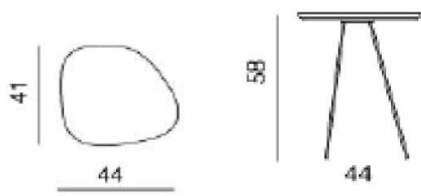
-Echantillon et teinte à fournir pour validation par le décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-2

PRIX N° I-3- Table basse visiteurs & Petit Coin - G1 - charge de mission /
- Salle d'attente Mr le président 4 ème Etage - (Réf. B3)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une
Table basse :

Tablette laquée réalisée en MDF (22 mm).
Laqué ou bois massif.
Piétement coloris idem tablette
Dimensions : largeur : 44 longueur : 41 hauteur,
58 cm



-Echantillon et teinte à fournir pour validation par

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-3

PRIX N° I-4- Fauteuil visiteurs - G1 - charge de mission - Directeur pole- adjoint directeur -
Fauteuil de réunion 12 Personnes - Salle de commission Rdch(salle des assemblées) – (Réf. B4)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un
Fauteuil visiteurs :
Structure intérieure en tube d'acier rembourré de
mousse polyuréthane de haute résilience HR
injectée sur moule.

Piètement Luge :
Fabriquée en tube d'acier rond peint avec
peinture
polyester dans toutes les couleurs de
notre nuancier ou chromée

Finition : Tissu coloris à définir avec décorateur



-PLAN -

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-4

PRIX N° I-5- Fauteuil de presse - G1 - Salle de commission Rdch – siège arrière table de réunion 5 personnes-- (Réf. B6)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil:
Structure intérieure en tube d'acier rembourré de mousse
polyuréthane de haute résilience HR injectée sur moule.

Piètement Luge : Fabriquée en tube d'acier rond peint avec peinture polyester dans toutes les couleurs de notre nuancier ou chromée.

Finition : Tissus coloris à définir avec décorateur



-PLAN -



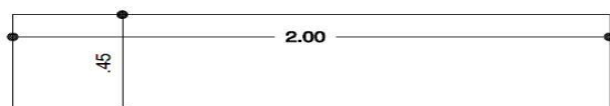
Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-5

PRIX N° I-6- Bahut 01 - G1 - Directeur pole- adjoint directeur -- salle de réunion 28 Personnes / 6.00 m / - salle de réunion 18 Personnes / 5.00 m - salle de réunion 18 Personnes / 4.50 m – (Réf. B7)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bahut

4 portes battantes en bois avec 2 tablettes et clés.
Avec dessus et socle

Largeur 2000 profondeur 440 hauteur 795 mm.



-PLAN -



Finition en mélaminé: Teinte et coloris à définir avec décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-6

PRIX N° I-7- Table de réunion 8 places- l'ensemble des chargés de mission– (Réf. B9)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table ronde pour 6 à 8 places composée de :

MDF revêtus suivant la finition.

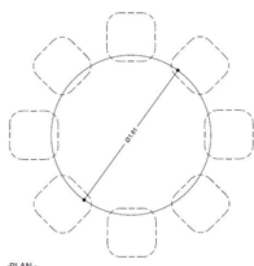
Piètement du bureau formé de deux pieds double en gris aluminium ou noir et de section oblongue 70 mm x 220 mm maintenus entre eux et fixés aux plateaux par des platines métalliques peintes époxy à chaud couleurs de la gamme formant étrier en forme de demi -cercle.

Plans supérieurs réalisés en panneaux de fibres épaisseur 40 mm revêtus deux faces placages.

Les chants en périphérie et en dessous de table sont moulurés. Les plans sont (teinté) traités par un vernis polyuréthane 2 plans demi-lune diamètre 1810 mm.

Dimensions hors tout : Longueur 1810 Profondeur 1810.

Hauteur 725 mm Finition en ébénisterie.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-7

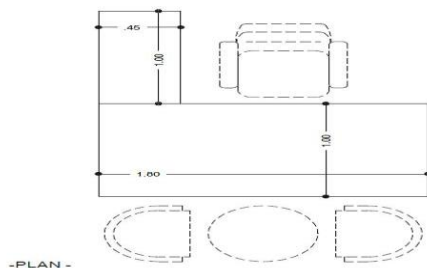
PRIX N° I-8- Bureau & retour -G2– chef de département (Réf. C1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Ensemble bureau composé de:

1 bureau réalisés en panneaux de conglomérat de bois épaisseur : 30mm . Revêtu de mélaminés chants péri métriques en pvc. 1 retour suspendu.

Largeur 1000 profondeur 600 hauteur 740 mm avec 1 caisson posé à 3 tiroirs.

Piètement métalliques réalisés par profils extrudés Aluminium à section carrée 100 x 100 mm épaisseur 2 mm, vernissées avec poudres époxy en finition



En marron foncé et le piètement est enrichi aux extrémités par deux éléments réalisés en moulage sous pressions.

Dimensions plateau bureau

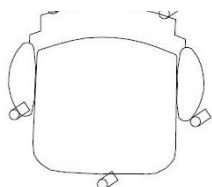
Bureau largeur 1800 profondeur 1000 hauteur 740mm.

Echantillons et Teinte à faire valider par le décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-8

PRIX N° I-09- 12-Fauteuil de travail - G2 - chef de département (Réf. C2)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil avec dossier haut.
Réglage de la hauteur d'assise par vérins lift à gaz
Piétement 5 branches en aluminium poli sur roulettes. Réglage lombaire.
Translation de l'assise .Accoudoirs en polyuréthane réglables
Dossier en résille
Dossier en tissu couleur a définir avec décorateur

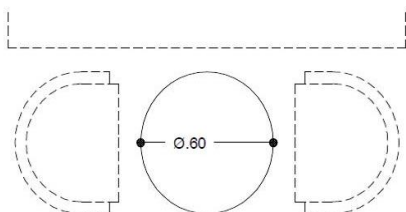


-PLAN -

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-09

PRIX N° I-10- Table basse visiteurs - G2 - chef de département / Centre de documentation / (Réf. C3)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table basse :
Composée de :
Plateau : Les plateaux existent en Ø 60 cm
en MDF et en plaquage bois.



-PLAN -

Base : Fabriquée en tige d'acier massif de 16 mm
Finition chromé **dimensions : Ø 60 hauteur 410 mm.**
Coloris à définir avec décorateur.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-10

PRIX N° I-11- Fauteuil visiteurs-(Réf. C4)

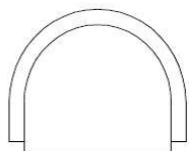
Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un

Fauteuil visiteurs:

Piètement luge chromé

Accoudoirs en polyuréthane

Dossier en résille.



-PLAN -

Assise en tissu à définir avec décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-11

PRIX N° I-12 - FAUTEUIL VISITEURS - G2-

Chef de département / fauteuil pour table de réunion 28 personnes / 6.00 m - (x1) /

fauteuil pour table de réunion 18 personnes / 5.00 m - (x5) /

fauteuil pour table de réunion 18 personnes / 4.50 m - (x2) /

bureau responsable centre de documentation - (réf. c6)

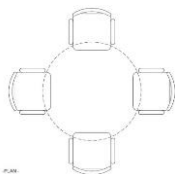
Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil visiteurs.

Piètement luge chromé.

Accoudoirs en tube rond métallique chromé et polyuréthane

Fauteuil : Hauteur (88) - Profondeur (68) - Largeur (56.5)

Assise : Hauteur(47) - Profondeur (47) - Largeur (49)



-PLAN -



Finition tissus à définir avec décorateur.

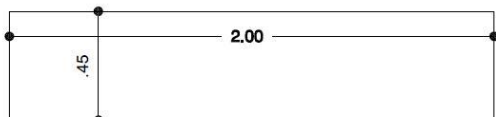
Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-12

PRIX N° I-13- Bahut 01 - G2 - chef de département / Centre de documentation
(Réf. C7).

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bahut :
4 portes battantes en bois

Avec une tablette intermédiaire et clés

Longeur 2000 profondeur 440 hauteur 795 mm avec socle et dessus.



-PLAN -

Finition en mélaminé: Coloris à définir avec décorateur.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-13

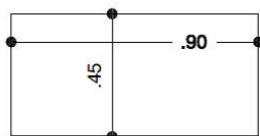
PRIX N° I-14- Bahut 02 - G2 - CHEF DE DEPARTEMENT -(Réf. C8)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bahut :

2 portes battantes en bois

Avec une tablette intermédiaire et clés

Longeur 900 profondeur 440 hauteur 795 mm avec socle et dessus.



-PLAN -

Finition en mélaminé: Coloris à définir avec décorateur.



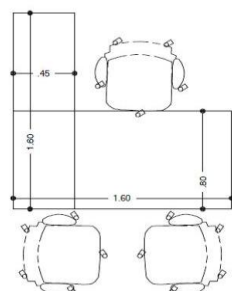
Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-14

PRIX N° I-15- Bureau & retour - G3 - chef de service -(Réf. D1).

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bureau avec retour armoirette :

Bureau composé de plan de travail en particule de bois revêtu de mélamine épaisseur 30 mm.

1 desserte en mélaminée épaisseur 19 mm bordé en Pvc, fixé sur une structure autoporteuse par des oméga, la structure est composée de deux piétement en forme de U renversé, traverse en section triangulaire 55 x55 mm, équipée par bouchons enjoliveur et embout chromé et vérins de réglage. La gestion des câbles est assurée dans le bureau par goulotte métallique et top accès.



Dimensions plateau bureau :

1 plan longueur **1600** profondeur **800** hauteur **740** mm

Dimensions plan retour

Longeur 1600 **profondeur 450** **hauteur 580** mm

Finition en mélamine couleur à définir avec décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-15

PRIX N° I-16- Fauteuil de travail - G3 - - Chef d'unité président et rapporteurs des commissions -(Réf. D2)

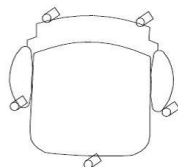
Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil avec dossier haut

Piètement 5 branches en aluminium poli sur roulette

Mécanisme synchrone avec réglage de tension

Réglage de la hauteur d'assise par vérins lift à gaz

Accoudoirs réglables 3D en polyuréthane



-PLAN -

Fauteuil : Hauteur (113 - 122) - Profondeur (63) - Largeur (68)

Assise : Hauteur (44.5 - 53.5) - Profondeur (47) - Largeur (49)

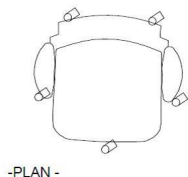
Finition : tissus a définir avec décorateur



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-16

PRIX N° I-17- Fauteuil visiteurs - G3 - Fauteuil table de réunion 6 places RDC - Chef d'unité président et rapporteurs des commissions - (Réf. D3)

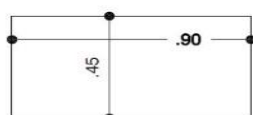
Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil de travail :
Fauteuil visiteur, Piètement luge chromé
Coque de protection en en polypropylène.
Accoudoirs en polyuréthane. Finition : tissus a définir avec décorateur.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-17

PRIX N° I-18- Meuble bas de rangement - G3-G4 - chef de service - chef de projet & assistante de direction - G4+ / - cadres - G4 / Salle des assemblées - Secrétariat/Rédaction / Centre de documentation (Réf. D4)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Meuble de rangement bas à
2 portes :
2 portes battantes en bois mélamine avec une étagère et clés.
Dimensions : Longueur 900 Profondeur 450 hauteur 827 mm.



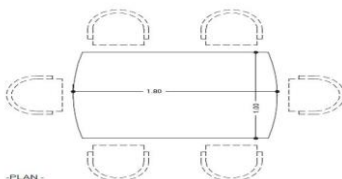
Finition en mélamine avec dessus. Couleur à définir avec décorateur.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-18

PRIX N° I-19- Table de réunion 6 places - G3 - Pour les bureaux président et rapporteurs des commissions (Réf. D5)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table de réunion pour 6
personnes :
En panneaux de particules de bois revêtu face décor
et face contrebalancée, épaisseur 28 mm , chants droit
bordé en pvc 2 mm.Le plateau de table de réunion est
fixé sur quatre pieds tube pour avec pied en tube et
de section circulaire de diamètre 88,9 x 3.2 en acier ,
soudé sur une platine supérieure est en tôle d'acier
d'épaisseur 6 mm.



Equipé par un vérin de réglage en ABS injecté. La surface de l'ensemble des
pièces métalliques sont traitées avec une peinture en époxy polymérisée après
passage au four. Dimensions : **1800 x 1000 mm**
Finitions : mélamine .Coloris à définir avec décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-19

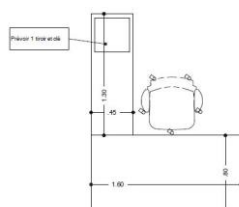
PRIX N° I-20- Bureau & retour -G4+ - chef de projet & assistante de direction - G4+ (Réf. E1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bureau :
1 bureau réalisé en panneaux de conglomérat de bois épaisseur 30 mm revêtu de mélamine chants périphériques en pvc.
Piétements en forme de U renversé.
traverse en section triangulaire 55 x 55 mm équipé par bouchons enjoliveur et embout chromé et vernis de réglage.
Les piétements sont reliés par des poutres métalliques de section 40 x 40 mm et des supports rehausse chromés. La gestion des câbles est assurée dans le bureau par goulotte métalliques et top accès.

La surface de l'ensemble des pièces est traitée avec une peinture en époxy polymérisée après passage au four voile de fond et goulotte.

Dimensions plateau bureau

1 plan longueur 1600 profondeur 800 hauteur 740 mm.



Meuble de retour :

Meuble de retour composé de 2 portes battantes avec une niche avec étagère et tiroirs suspendu

Dimensions longueur 1300 profondeur 450 hauteur 740 mm (hauteur bureau).

Couleur à définir avec décorateur

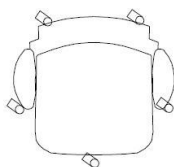
Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-20

PRIX N° I-21- Fauteuil de travail - G4+& G4 - chef de pôle études & assistante de direction - G4+ / - CADRES - G4 / Salle des assemblées - Secrétariat/Rédaction / Centre de documentation (Réf. E2).

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Fauteuil de travail :

Fauteuil avec dossier mi haut

Piètement 5 branches en aluminium chromé sur roulettes, réglage de la hauteur d'assise par verin à gaz. Mécanisme spécial MIRO. Accoudoirs réglables en aluminium. Dossier en résille assise en tissu. Couleur à définir avec décorateur.



-PLAN-



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-21

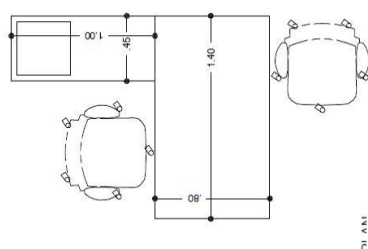
PRIX N° I-22- Bureau & retour - G4 - Cadres -Centre de documentations - (Réf. F1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Bureau avec retour sur caisson posé :

1 bureau réalisés en panneaux de conglomerat de bois épaisseur 30 mm revêtu de mélamine chants périphériques en pvc. Piétements en forme de U renversé traverse en section triangulaire 55 c 55 mm équipé par bouchons enjoliveur et embout chromé et vernis de réglage. Les piétements sont reliés par des poutres métalliques de section 40 x 40 mm et des supports rehausse chromés. La gestion des câbles est assurée dans le bureau par goulotte métalliques et top accès.



La surface de l'ensemble des pièces est traitée avec une peinture en époxy polymérisée après passage au four voile de fond et goulotte.

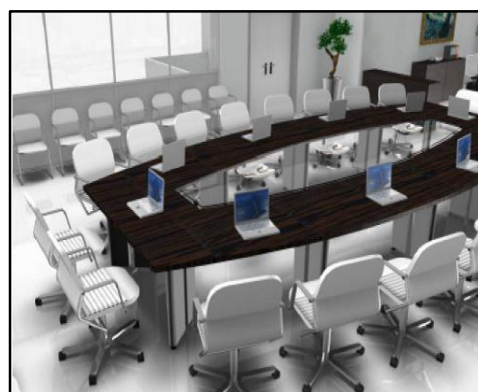
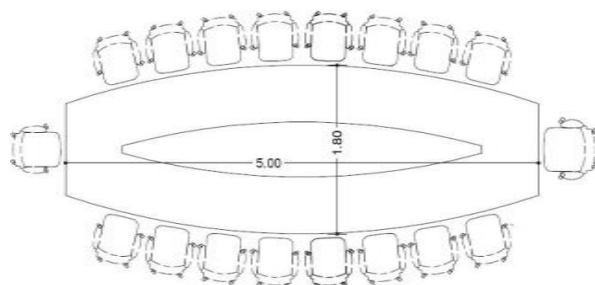


Dimensions plateau bureau : **1 plan longueur 1400**
profondeur 800 hauteur 740 mm.
Couleur à définir avec décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-22

PRIX N° I-23- Table de réunion 18 Pers - 1er - 2ème - 3ème Etage - Salle de réunion **5.00 x 1.80 (Réf. J2)**

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table de réunion Tazio pour 18 personnes de :
de plateau revêtu de placage bois épaisseur 40mm de forme ovale
la partie centrale vitrée pieds double en MDF de section oblongue 70 x 220 mm.
Équipés de vérins pour le réglage en hauteur

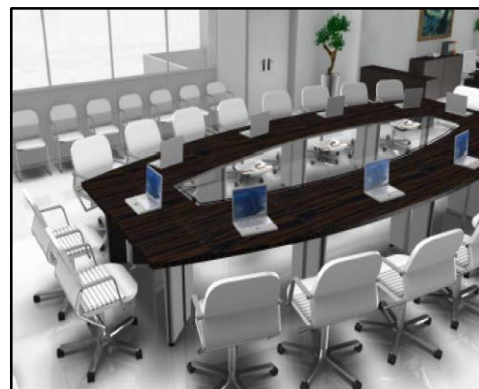
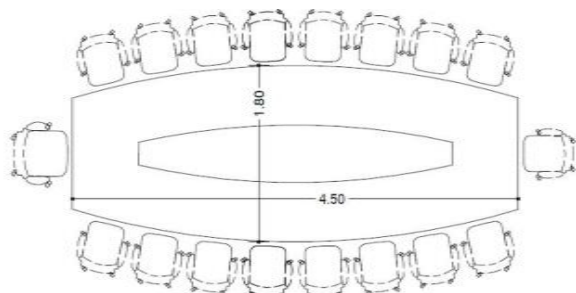


Dimensions : longueur 5000 profondeur 1800 hauteur 730 mm.
Finition : ébénisterie teinte à définir avec décorateur
Table équipée de Microphones sans fil UHF de réunion.
Compris toute suggestion de passage de câblé etc.
Echantillon et teinte à faire valider par le décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-23

**PRIX N° I-24- Table de réunion 18 Pers - 4.50m - 2ème - 3ème Etage - Salle de réunion
4.50 x 1.80 (Réf. J3).**

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table de réunion Tazio pour 18 personnes de :
Plateau revêtu de placage bois épaisseur 40mm
de forme ovale. La partie centrale vitrée.
Pieds double en MDF de section oblongue 70 x 220 mm
équipés de vérins pour le réglage en hauteur.



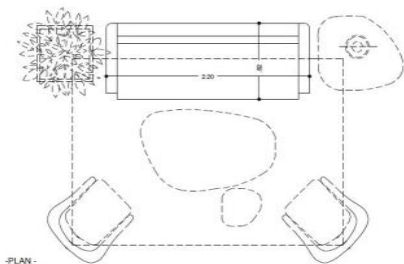
Dimensions : longueur 4500 profondeur 1800 hauteur 730 mm.

Finition : ébénisterie teinte à définir avec décorateur
Table équipée de Microphones sans fil UHF de réunion
Compris toute suggestion de passage de câble etc .
Echantillon et teinte à faire valider par le décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-24

PRIX N° I-25- CANAPE- Salle d'attente Mr le président-4ème (Réf. 1A)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un CANAPE
Structure interne en bois massif avec système de sangle
en caoutchouc. Revêtement avec mousses en polyuréthane
de haute résilience et différentes densités.



. Piètement : en chrome et acier chromé

Dimensions 2200 profondeur 820 haut assise 420 extrémité 620 mm.

Une bande décorative en acier chromé distinguant le dossier de l'assise
+ Coussins à jeter idem tissu fauteuils
Echantillon et teinte à faire valider par le décorateur

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-25

PRIX N° I-26- SIEGE - Salle d'attente Mr le président-4ème (Réf. 1B)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une chauffeuse

Corps fauteuil

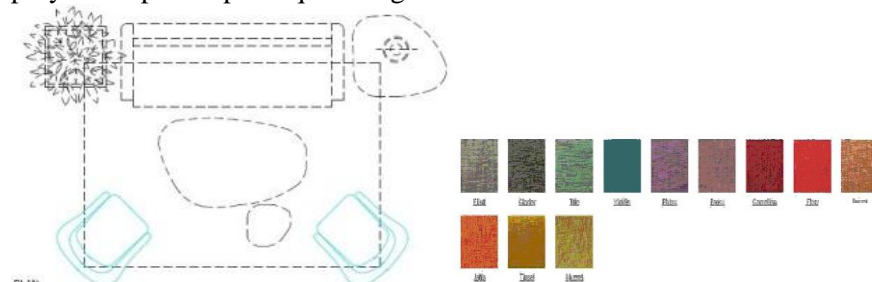
Acier et hêtre stratifié - Suspension assise fauteuil

Ressort en acier trempé - Suspension dossier. Les coussins à jeter.

Panneaux élastiques (stratifié). Pied fauteuil Aluminium poli ou couleur epoxy.

Patin fauteuil - Matière synthétique et feutre couleur noir

Rembourrage coussin d'assise fauteuil : 4 cm de mousse haute résistance, poids spécifique 50kg/m3, revêtement Leoskin . Dessus accoudoir : 2 cm de polyéther poids spécifique 75 kg / m3 revêtement Leoskin.



Intérieur accoudoir : 4 cm de polyéther ,poids spécifique

Dessus assise pouf : 4 cm de mousse haute résistance

poids spécifique 40 kg / m3 , revêtement Leoskin.

Dimensions Largeur : 80 Longueur : 75 Hauteur : 80

Largeur d'assise : 48 Profondeur d'assise : 53 Hauteur d'assise

48 Hauteur de dossier : 5 hauteur de l'accoudoir : 19

Finition : tissus à définir avec décorateur.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... **I-26**

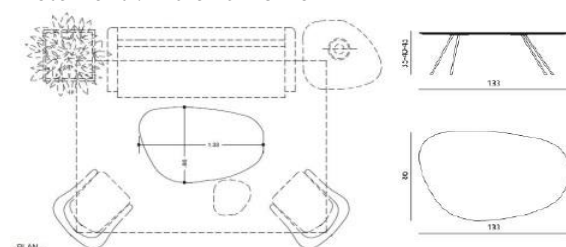
PRIX N° I-27- TABLE BASSE 01 - Salle d'attente Mr le président-4ème - Salle d'attente 3ème Etage - (Réf. 1C)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une table basse

Tablette laquée

Réalisée en MDF (22 mm). Laqué coloris à définir avec décorateur.

Piètement : Acier chromé

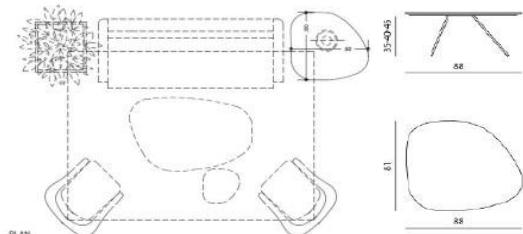


Dimensions : Largeur 133 Longueur : 86 : Hauteur : 45 cm

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... **I-27**

PRIX N° I-28- - TABLE DE COIN BASSE - Salle d'attente Mr le président-4ème (Réf. 1E)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une table basse
 Tablette laquée
 Réalisée en MDF (22 mm) . Laqué coloris à définir avec
 Décorateur
 Piétement : Acier chromé

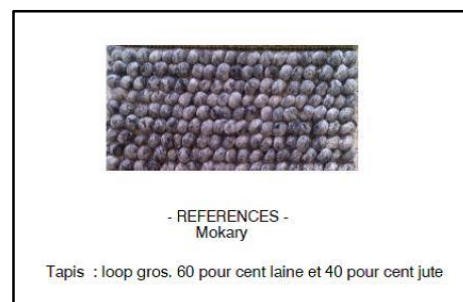
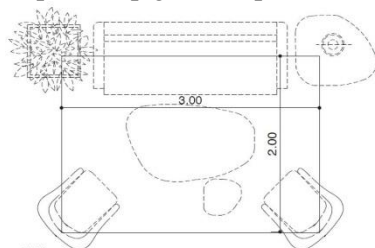


Dimensions : Largeur 83 Longueur : 88 : Hauteur : 40 cm.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-28

PRIX N° I-29- TAPIS - Salle d'attente Mr le président-4ème - Salle d'attente 3ème Etage - (Réf. 1H)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un TAPIS
 Références : Mokary
 Tapis : loop gros. 60 pour cent laine et 40 pour cent jute

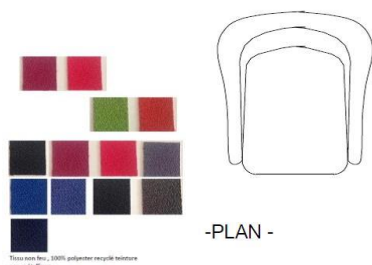


Dimensions : Largeur 2.00 Longueur : 3.00
 tissus à définir avec décorateur.

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-29

PRIX N° I-30 - SIEGE - Salle d'attente Mr le président-4ème / Salle d'attente 3ème Etage / Hall- 2ème étage / Hall- 1er étage / - Hall- RDC(Réf. 1J)

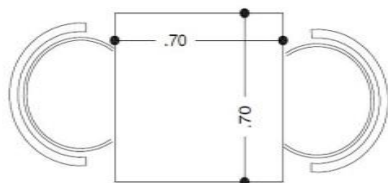
Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une chauffeuse d'attente
 Structure chromée .Finition tissu coloris à définir avec décorateur



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-30

PRIX N° I-31 - Table 2 places 80/80 mm - TISANERIE - (Réf.K1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une Table réfectoire 80 x 80



-PLAN -

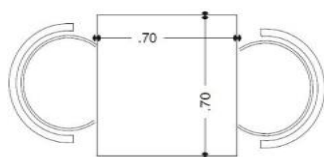
Table carré Longueur 800 x 800 mm dessus en mélamine
19 mm d'épaisseur avec piétement métallique centrale tibulaire
chromé.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-31

PRIX N° I-32 - Chaise - TISANERIE - (Réf. K2)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Siège réfectoire
Structure en tube métallique chromé assise et en polypuolène



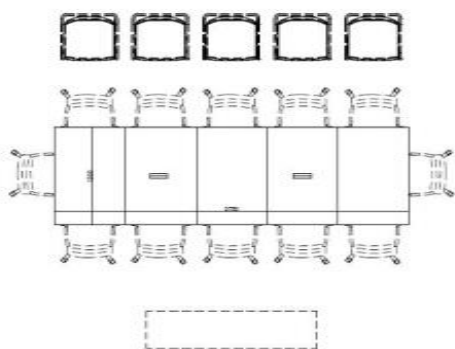
-PLAN -



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-32

PRIX N° I-33 - TABLE DE REUNION 12 Personnes - Salle de commission Rdch - (Réf. L1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'une table de
réunion régal
Dim : 375*120*72h.



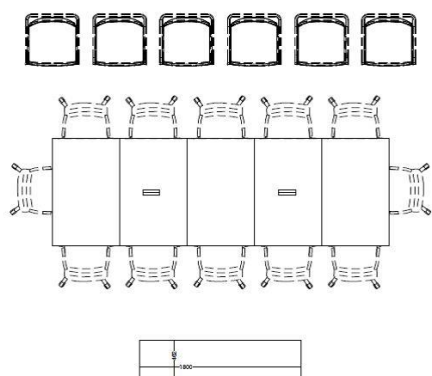
Echantillon et teinte à faire valider par le décorateur



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-33

PRIX N° I-34 - BAHUT VITRE - Salle de commission Rdch - (Réf. L4)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un Meuble bas vitré 4 portes battantes vitrées avec une étagère et clés



Dimensions : Longueur 1800 Profondeur 450 Hauteur 827 mm

Finition vitrée

Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-34

PRIX N° I-35 - STORE - Store enrouleur a chainette avec tissu SCREEN (Réf. ST1)

Ce prix rémunère la fourniture et pose d'un store

RECSCREEN 3500P

Marque : Recasens ou similaire

Gamme : Recscreen 3500 P

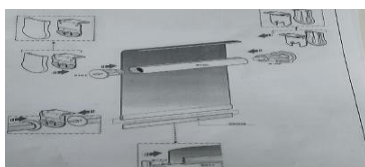
Occultation (taux d'ouverture) : 5%

Matière : Screen

Composition :polyester 22% PVC

Poids : 395 g/m²

Largeur : 3m



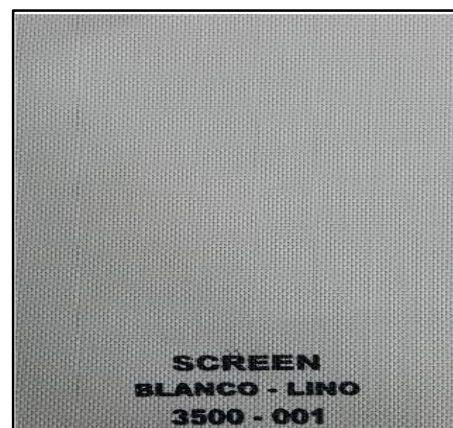
Type de commande : Manuelle à chainette.

Finition basse : contrepoids visible en profil aluminium

Fixation : sur châssis aluminium encastré .

laqué blanc rond ou plat.

Garantie du store complet : 2 ans.



Ouvrage payé à l'unité au prix n°..... I-35

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation des ouvrages	UNITE	Quantité	Prix unitaires En lettres H.T	Montant TOTAL H.T
I-1	<u>Bureau & retour -G1 - Chargé de mission / Directeur de pôle/</u> <u>Adjoint directeur de l' INE - (Réf. B1) - L'Unité</u>	U	4		
I-2	<u>Fauteuil de travail - G1 - Chargé de mission / Directeur de pôle /</u> <u>Adjoint directeur de l' INE - (Réf. B2) - L'Unité</u>	U	8		
I-3	<u>Table basse visiteurs & Petit Coin - G1 - Chargé de mission /Gamme 1</u> <u>- Salle d'attente Mr le président 4 ème Etage -</u> <u>- (Réf. B3) - L'Unité</u>	U	6		
I-4	<u>Fauteuil visiteurs - G1</u> <u>- Chargé de mission / Directeur de pôle / - Adjoint directeur de l' INE /</u> <u>Fauteuil de réunion 12 Personnes / Salle de commission Rdc (salle des assemblées)</u> <u>– (Réf. B4) - L'Unité</u>	U	48		
I-5	<u>- Fauteuil de presse G1 -</u> <u>Salle de commission Rdc (salle des assemblées) -</u> <u>- Siège arrière table de réunion 5 Personnes -</u> <u>– (Réf. B6) - L'Unité</u>	U	10		
I-6	<u>Bahut 01 - G1 -</u> <u>Directeur de pôle / - Adjoint directeur de l' INE /</u> <u>SALLE DE REUNION 28 Personnes / 6.00 m / - SALLE DE REUNION 18 Personnes /</u> <u>5.00 m /</u> <u>SALLE DE REUNION 18 Personnes / 4.50 m -</u> <u>(Réf. B7) - L'Unité</u>	U	20		
I-7	<u>Table de réunion 8 places</u> <u>L'ensemble des chargés de mission</u> <u>– (Réf. B9) - L'Unité</u>	U	1		

I-8	<u>Bureau & retour -G2 -</u> <u>CHEF DE DEPARTEMENT / Centre de documentation</u> <u>(Réf. C1) - L'Unité</u>	U	1		
I-9	<u>Fauteuil de travail - G2 -</u> <u>CHEF DE DEPARTEMENT / Centre de documentation</u> <u>(Réf. C2) - L'Unité</u>	U	16		
I-10	<u>Table basse visiteurs - G2 - /</u> <u>CHEF DE DEPARTEMENT</u> <u>(Réf. C3) - L'Unité</u>	U	1		
I-11	<u>Fauteuil visiteurs - G2-G4+-G4 -</u> <u>CHAISE POUR TABLE DE REUNION 4 Places / - CHEF DE DEPARTEMENT / Gamme 2</u> <u>/</u> <u>CHEF DE PROJET & ASSISTANTE DE DIRECTION - G4+ / - CADRES - G4 /</u> <u>Salle des assemblées - Secrétariat/Rédaction / Centre de documentation</u> <u>(Réf. C4) L'Unité</u>	U	142		
I-12	<u>- FAUTEUIL VISITEURS - G2-</u> <u>Chef de département / FAUTEUIL POUR TABLE DE REUNION 28 Personnes / 6.00</u> <u>m - (x1) /</u> <u>FAUTEUIL POUR TABLE DE REUNION 18 Personnes / 5.00 m - (x5) /</u> <u>FAUTEUIL POUR TABLE DE REUNION 18 Personnes / 4.50 m - (x2) /</u> <u>Bureau responsable Centre de documentation</u> <u>(Réf. C6) L'Unité</u>	U	182		
I-13	<u>Bahut 01 - G2 -</u> <u>CHEF DE DEPARTEMENT / Centre de documentation</u> <u>(Réf. C7) L'Unité</u>	U	15		
I-14	<u>Bahut 02 - G2 -</u> <u>CHEF DE DEPARTEMENT -</u> <u>(Réf. C8) L'Unité</u>	U	8		

I-15	<u>Bureau & retour - G3 -</u> <u>Chef d'unité président et rapporteurs des commissions</u> <u>(Réf. D1) L'Unité</u>	U	25		
I-16	<u>Fauteuil de travail - G3 -</u> <u>- Chef d'unité président et rapporteurs des commissions -</u> <u>(Réf. D2) L'Unité</u>	U	25		
I-17	<u>- FAUTEUIL VISITEURS - G3 -</u> <u>& Fauteuil table de réunion 6 places RDC /</u> <u>Chef d'unité président et rapporteurs des commissions -</u> <u>(Réf. D3) L'Unité</u>	U	92		
I-18	<u>Meuble bas de rangement - G3-G4+-G4 -</u> <u>CHEF DE SERVICE -</u> <u>- CHEF DE PROJET & ASSISTANTE DE DIRECTION - G4+ / - CADRES - G4 /</u> <u>Salle des assemblées - Secrétariat/Rédaction / Centre de documentation</u> <u>(Réf. D4) L'Unité</u>	U	195		
I-19	<u>Table de réunion 6 places - G3 -</u> <u>- Pour les bureaux président et rapporteurs des commissions -</u> <u>(Réf. D5) L'Unité</u>	U	7		
I-20	<u>Bureau & retour -G4+ -</u> <u>- CHEF DE PROJET & ASSISTANTE DE DIRECTION - G4+</u> <u>(Réf. E1) L'Unité</u>	U	18		
I-21	<u>Fauteuil de travail - G4+& G4 -</u> <u>CHEF DE PROJET & ASSISTANTE DE DIRECTION - G4+ / - CADRES - G4 /</u> <u>Salle des assemblées - Secrétariat/Rédaction / Centre de documentation</u> <u>(Réf. E2) L'Unité</u>	U	91		

I-22	<u>Bureau & retour -G4 - CADRES - G4</u> <u>Centre de documentations</u> <u>(Réf. F1) L'Unité</u>	U	70		
I-23	<u>Table de réunion 18 Pers - Rdc - 1er - 2ème - 3ème Etage -</u> <u>- Salle de réunion 5.00 x 1.80</u> <u>(Réf. J2) L'Unité</u>	U	5		
I-24	<u>Table de réunion 18 Pers - 4.50m - 2ème - 3ème Etage -</u> <u>- Salle de réunion 4.50 x 1.80</u> <u>(Réf. J3) L'Unité</u>	U	2		
I-25	<u>CANAPE- Salle d'attente Mr le président-4ème.dwg</u> <u>(Réf. 1A) L'Unité</u>	U	2		
I-26	<u>SIEGE - Salle d'attente Mr le président-4ème.dwg</u> <u>(Réf. 1B) L'Unité</u>	U	4		
I-27	<u>TABLE BASSE 01 - Salle d'attente Mr le président-4ème</u> <u>- Salle d'attente 3ème Etage -</u> <u>(Réf. 1C) L'Unité</u>	U	3		
I-28	<u>- TABLE DE COIN BASSE - Salle d'attente Mr le président-4ème</u> <u>(Réf. 1E) L'Unité</u>	U	2		
I-29	<u>- TAPIS - Salle d'attente Mr le président-4ème</u> <u>- Salle d'attente 3ème Etage -</u> <u>(Réf. 1H) L'Unité</u>	U	4		




I-30	- SIEGE - Salle d'attente Mr le président-4ème / Salle d'attente 3ème Etage / Hall- 2ème étage / Hall- 1er étage / - Hall- RDC (Réf. 1J) L'Unité	U	16		
I-31	- Table 2 places 80/80 mm - TISANERIE - (Réf. K1) L'Unité	U	1		
I-32	- Chaise - TISANERIE - (Réf. K2) L'Unité	U	2		
I-33	- TABLE DE REUNION 12 Personnes - Salle de commission Rdc - (Réf. L1) L'Unité	U	2		
I-34	- BAHUT VITRE - Salle de commission Rdc - (Réf. L4) L'Unité	U	2		
I-35	- STORE - Store enrouleur a chainette avec tissu SCREEN (Réf. ST1) L'ensemble le M ²	m ²	1231		
	<u>Prix total H.T</u>				
	<u>Montant TVA 20%</u>				
	<u>Prix total TTC</u>				

APPEL D'OFFRES N° 03/CSEFR /2016

**PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**Lot n° 11-2 : LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MOBILIER POUR LE NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL -
MOBILIER STANDARD PHASE 2.**

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

<p>Dressé par</p> <p> ATELIER 6 SNC Av. Imam Malik Espace Essaaâda KM 3,5 Souissi - Rabat</p>	<p>Vérifié par le Maitre d'Ouvrage Délégué</p> <p> La Directrice des Equipements Publics Signé : Zineb Benmoussa</p> <p>Rabat, le</p>
<p>Présenté par</p> <p>Rabat, le</p>	<p>Lu et accepté par l'entrepreneur</p> <p>Rabat, le</p>
<p align="center">Approuvé par</p> <p align="center"></p> <p align="center">Rabat, le</p>	